

JURISPRUDENCE

Argentine

*Action devant le Tribunal pénal fédéral de première instance relative à la contamination radiologique de l'environnement près du Centre Ezeiza (2005)**

La parution dans un journal quotidien d'allégations émises par une association environnementale en Argentine concernant la possible contamination radiologique de la nappe phréatique par des rejets en provenance de puits à proximité du Centre de recherche nucléaire Ezeiza, situé à 40 kilomètres de Buenos Aires, a entraîné la saisine d'un procureur qui a transmis ces questions au Tribunal pénal fédéral de première instance pour enquête.

Le juge pénal fédéral a désigné un géologue professionnel en tant qu'expert pour procéder à des tests sur des échantillons d'eau. Les analyses ont été effectuées dans les laboratoires de l'Autorité de réglementation nucléaire. Fin décembre 2004, l'expert a conclu¹ que l'eau bue par près d'un million de personnes au voisinage de l'installation nucléaire était contaminée par des éléments radioactifs (uranium enrichi et appauvri) et ne correspondait donc pas aux normes pour la consommation humaine. Cette information a provoqué une forte inquiétude au sein de la population locale et a donné lieu à de nombreux rassemblements. L'Autorité de réglementation nucléaire a réfuté les conclusions du rapport de cet expert et a demandé une évaluation de l'AIEA.

Le gouvernement argentin, suite à la requête de l'Autorité de réglementation nucléaire, a demandé à l'AIEA de vérifier la bonne application des normes internationales de protection radiologique dans la zone du Centre Ezeiza. En réponse à cette demande, l'AIEA a envoyé une mission d'investigation en Argentine.

L'évaluation de l'AIEA² a établi que « le rapport de l'Autorité de réglementation nucléaire est valide d'un point de vue technique... et présente des conclusions crédibles en ce qui concerne la protection radiologique du public et de l'environnement ». Elle a jugé que le rapport d'évaluation n° 6 de l'expert mentionné ci-dessus contenait des insuffisances compromettant les conclusions de l'expert. Parmi les insuffisances du rapport, il fallait noter une utilisation inappropriée de la méthode d'évaluation des doses pour la protection radiologique et une mauvaise utilisation des normes internationales en matière de radioprotection et des normes sanitaires internationales.

Suite à cette évaluation, le pouvoir judiciaire fédéral argentin a demandé l'organisation d'une évaluation par des experts internationaux. Ces évaluations par des experts internationaux sont organisées par l'AIEA et prennent la forme d'une mission internationale d'investigation à laquelle

* Les informations contenues dans cette note se fondent sur la présentation faite par Mme Cristina A. Dominguez lors du Congrès de l'AIDN qui s'est tenu à Portoroz, Slovénie, en octobre 2005.

1. Rapport d'évaluation de l'expert n° 6.
2. Dans son rapport du 28 avril 2005.

participent des organisations telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants.

La mission d'investigation de l'AIEA a procédé à des inspections sur de nombreux sites et des discussions ont été organisées avec les responsables locaux en ce qui concerne les aspects techniques des procédures de surveillance de l'environnement, des mesures effectuées en laboratoires et de la gestion des effluents. Sur la base de cette mission, l'AIEA conclut qu'une évaluation d'experts internationaux n'est pas nécessaire, étant donné qu'il n'y a pas de preuve que les normes internationales de protection radiologique de la population aient été violées. L'Autorité de réglementation nucléaire dispose de la capacité technique pour établir ses propres évaluations indépendantes. Cependant, au vu de la demande émanant du pouvoir judiciaire fédéral argentin et de l'importance donnée à cette demande par le gouvernement argentin, l'AIEA s'est engagée à organiser une évaluation d'experts en décembre 2005. Son rapport devrait être rendu en février 2006.

Canada

*Décision de la Cour d'appel fédérale relative au Projet du lac McClean (2004)**

Par un jugement rendu le 4 juin 2004, dans l'affaire *Inter-Church Uranium Committee Educational Co-operative v. Canada (Atomic Energy Control Board) and Cogema Resources Inc.* [2004 FCA 218], la Cour d'appel fédérale du Canada a accueilli l'appel interjeté par la Commission de contrôle de l'énergie atomique – CCEA (désormais la Commission canadienne de sûreté nucléaire) et Cogema Resources Inc. (Cogema) contre une ordonnance de la Cour fédérale du Canada (section de première instance) visant à annuler l'autorisation d'exploitation délivrée par la CCEA pour une installation de traitement d'uranium et de gestion de ses résidus désignée sous le nom de Projet lac McClean (le projet) (voir *Bulletin de droit nucléaire* n° 70).

Décision de la Cour fédérale du Canada (section de première instance)

L'ordonnance de la Cour fédérale se fonde sur le fait que l'autorisation avait été déclarée invalide car sa délivrance n'avait pas été précédée d'une évaluation environnementale conformément à l'article 5 de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, L. C. 1992, ch. 37 (LCEE), dont la disposition de fond est entrée en vigueur le 19 janvier 1995. Le régime d'évaluation environnementale applicable avant l'entrée en vigueur de cette disposition était fondé sur le Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement, DORS 84-467 (le décret).

En vertu du décret, une Commission d'évaluation environnementale avait été créée pour procéder à une évaluation environnementale du projet. L'évaluation a été achevée avant l'entrée en vigueur de la LCEE. Toutefois, la Cour fédérale a retenu, suite à une demande de révision judiciaire de la décision de la CCEA d'octroyer l'autorisation d'exploitation à la Cogema en 1999, les argumentations de l'*Inter-church Uranium Committee Educational Co-operative* selon lesquelles les

* Cette note de jurisprudence nous a été gracieusement fournie par Mme Samantha Maislin Dickson, Avocate, Commission canadienne de sûreté nucléaire ; Ministère de la Justice. L'auteur est seul responsable des faits mentionnés et des opinions exprimées dans le présent texte.

dispositions transitoires de la LCEE ne signifiaient pas qu'une nouvelle évaluation environnementale n'était pas nécessaire conformément à la loi.

La disposition transitoire examinée est le paragraphe 74(1) de la LCEE qui prévoit :

« Le décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement approuvé par le Décret C.P. 1984-2132 du 21 juin 1984 et enregistré sous le numéro DORS/84-467 continue de s'appliquer aux examens publics qui y sont visés et pour lesquels les membres de la Commission d'évaluation environnementale ont été nommés sous son régime avant l'entrée en vigueur du présent article ».

Le juge de première instance a conclu que le paragraphe 74(1) ne fournissant pas de précision au sujet de ce qui arrive après que la Commission d'évaluation ait rempli son mandat en vertu du décret, la procédure exigée par la LCEE doit être suivie à l'égard du même projet.

Décision de la Cour d'appel fédérale du Canada

La Cour d'appel fédérale n'a pas retenu l'interprétation du juge de première instance des dispositions transitoires du paragraphe 74(1) de la LCEE. Elle a confirmé l'interprétation proposée par la CCEA et la Cogema selon laquelle la nouvelle évaluation environnementale en vertu de la LCEE n'est pas exigée à partir du moment où une évaluation a été effectuée en vertu du décret. La Cour d'appel s'est appuyée sur les principes d'interprétation législative respectant les principes transitoires qui incluent la certitude, la prévisibilité, la stabilité, la rationalité et l'égalité formelle. La Cour d'appel a par ailleurs indiqué que l'interprétation du juge de première instance du paragraphe 74(1) de la LCEE n'était pas conforme avec l'objet de cette disposition ou même les objectifs premiers de la LCEE, qui sont d'éviter le double emploi, et avec la compréhension générale de l'évaluation environnementale comme un outil de planification veillant à ce que les décideurs gouvernementaux examinent les questions environnementales tôt dans le cadre de la planification des projets (paragraphe 45 et 46). La Cour d'appel a accueilli l'appel et a infirmé l'ordonnance de la Cour fédérale (section de première instance).

Cour suprême du Canada

Le 24 mars 2005, la Cour suprême du Canada a rejeté le pourvoi de l'*Inter-Church Uranium Committee Educational Co-operative*. Cela a eu pour effet de confirmer la décision de la Cour d'appel fédérale ainsi que la validité de l'autorisation originale délivrée par la CCEA à la Cogema pour le Projet du lac McClean en conformité avec l'interprétation du paragraphe 74(1) de la LCEE³. À ce point de l'affaire on peut conclure que la Cour suprême du Canada a confirmé que l'interprétation donnée par l'appelant du paragraphe 74(1) LCEE entraînerait une duplication inutile et ne serait pas conforme à l'objectif législatif de cette disposition en tant que règle transitoire.

3. [2004] S.C.C.A. n° 388. Le texte de la décision de la Cour d'appel fédérale est disponible sur le site internet de la Cour d'appel fédérale à l'adresse suivante : <http://decisions.fca-caf.gc.ca/fca/2004/2004fca218.shtml>.

Perspective

La décision de la Cour d'appel fédérale a été *de facto* confirmée suite au rejet du pourvoi par la Cour suprême du Canada. Les clarifications contenues dans la décision aideront certainement à une interprétation législative des dispositions transitoires qui ont soulevé certaines inquiétudes sur le plan juridique dans le passé. La décision a aussi réexaminé et confirmé la validité du processus d'évaluation environnementale et certains problèmes juridiques liés aux projets d'exploitation minière d'uranium en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. Cette décision a déjà été citée par la Cour d'appel fédérale dans *Minister of the Environment and the Canadian Environmental Assessment Agency v. Bennet Environmental Inc.* (2005) FCA261.

France

Arrêt de la Cour d'appel de Caen sur l'autorisation opérationnelle de traitement de combustibles nucléaires usés australiens (2005)

Le 12 avril 2005, la Cour d'appel de Caen a rendu un arrêt infirmant en partie le jugement du Tribunal de grande instance de Cherbourg du 3 février 2003 (voir *Bulletin de droit nucléaire* n° 71). Celui-ci avait rejeté les demandes de deux associations (Manche Nature et Greenpeace France) qui avaient assigné la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema) devant ce tribunal en vue de faire interdire le déchargement et l'entreposage à l'usine de La Hague de combustibles usés en provenance d'Allemagne et d'Australie qui n'auraient pas obtenu les autorisations nécessaires à leur traitement.

La procédure d'autorisation des demandes de retraitement du combustible nucléaire usé comprend la délivrance de deux autorisations :

- Une autorisation de principe faisant l'objet d'un décret autorisant l'exploitant à créer l'installation de retraitement, en fixant la finalité ainsi que la liste des matières dont le traitement est autorisé dans l'installation ;
- Une autorisation opérationnelle délivrée par la DGSNR approuvant les dispositions de sûreté proposées par l'industriel pour chaque opération de traitement et l'autorisant à les mettre en œuvre ; dans la plupart des cas, cette autorisation opérationnelle est délivrée en deux étapes et fait l'objet d'une première autorisation pour la réception, le déchargement et l'entreposage des combustibles usés suivie d'une autorisation pour le retraitement effectif de ces combustibles.

L'Association Greenpeace France a interjeté appel de cette décision le 17 février 2003. Selon l'appelante, les combustibles usés en provenance d'Australie étant des déchets au sens des articles L. 541-1 et L. 541-2 du Code de l'environnement et non des matières premières valorisables leur stockage en France, dans les conditions et selon les modalités mises en place par la Cogema, dépasse les délais techniques nécessaires à leur retraitement ce qui contrevient aux dispositions de l'article L. 541-2 sus cité.

Dans son arrêt du 12 avril 2005, la Cour d'appel de Caen a estimé que les combustibles usés provenant du réacteur australien de recherche HIFAR, exploité par la société ANSTO entreposés dans les installations de Cogema, La Hague, en attente de retraitement, devaient être considérés comme des déchets radioactifs soumis au régime des dispositions des articles L. 542-1 et suivants du Code de l'environnement.

Par ailleurs, la Cogema n'ayant pas obtenu au jour de la décision de la Cour d'appel l'autorisation opérationnelle de traitement desdits combustibles, la Cour juge que la Cogema est en infraction avec l'article L. 542-2 du Code de l'environnement qui dispose que « le stockage en France de déchets radioactifs importés, même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national, est interdit au-delà des délais techniques imposés par le retraitement ». La Cour ordonne à la Cogema de produire et communiquer à Greenpeace France, dans un délai de trois mois, l'autorisation opérationnelle de retraitement de la totalité du stock de combustible.

À défaut de produire cette autorisation dans le délai requis, la Cogema devra mettre fin au stockage de ces combustibles usés dans un délai de deux mois. Passé ce délai, la Cogema sera soumise à une astreinte de 1 500 EUR par jour de retard.

La Cogema a décidé de se pourvoir en cassation. Le délibéré aura lieu le 7 décembre 2005.

Jugement du Tribunal correctionnel de Limoges relatif à l'abandon de déchets radioactifs par la Cogema (2005)

L'Association « Sources et Rivières du Limousin » a déposé une plainte en mars 1999 à l'encontre de la Cogema pour pollution de différents lacs et cours d'eaux de Haute Vienne et mise en danger de la vie d'autrui. La Fédération nationale « France Nature Environnement » s'est constituée partie civile en mars 2002. Des expertises menées par la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) et le Centre d'études de métrologie des rayonnements nucléaires et de dosimétrie ont mis en évidence la contamination chimique et radioactive des sédiments prélevés dans plusieurs ruisseaux.

Par une Ordonnance du 18 août 2003, le juge d'instruction n'a pas retenu le chef d'accusation de mise en danger de la vie d'autrui mais a ordonné le renvoi de l'affaire devant le Tribunal correctionnel pour répondre des délits d'abandon des déchets ainsi que de la pollution des eaux. La Chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Limoges a tranché le 25 mars 2004 en faveur du juge d'instruction (voir *Bulletin de droit nucléaire* n° 74).

Le pourvoi en cassation introduit par la Cogema a été rejeté le 3 novembre 2004 par la Cour de cassation. La Cogema a donc été renvoyée devant le Tribunal correctionnel pour répondre des délits d'abandon de déchets contenant des substances radioactives et de pollution des eaux ayant nui à la faune piscicole.

Dans son jugement du 14 octobre 2005, le Tribunal correctionnel de Limoges a prononcé la relaxe de la Cogema estimant qu'aucun des délits dont elle était accusée ne pouvait être relevé à son encontre.

Sur les faits d'abandon ou de dépôt de déchets contenant des substances radioactives le tribunal, après avoir noté que chaque ouverture et fermeture d'un site a donné lieu à un arrêté préfectoral définissant les normes de rejet des eaux d'exhaure, considère que le bilan décennal environnemental produit par la Cogema portant sur la période 1994 à 2003 révèle que les concentrations moyennes annuelles en radium ou uranium ont toujours respecté les valeurs limites préfectorales et qu'il ne résulte pas de ces éléments et de ceux présentés par la DRIRE que la Cogema ait enfreint les arrêtés préfectoraux. Il ne peut donc lui être reproché d'avoir abandonné ou déposé ou fait déposer des déchets contenant des substances radioactives. S'agissant de la radioactivité anormale constatée sur certains lieux, le lien de causalité entre les eaux d'exhaure dont l'analyse durant dix ans n'a pas révélé de dépassement des limites préfectorales et la présence des matières radioactives jugées anormales par

le juge d'instruction et les parties civiles, n'est pas établi de manière scientifique irréfutable. En conséquence, le tribunal conclut qu'il ne résulte pas de l'ensemble des éléments soumis que la Cogema soit rendue coupable des faits d'abandon de déchets radioactifs.

Sur les faits d'atteinte à la faune aquatique, le tribunal rappelle que la preuve n'a pas été apportée de l'abandon ou du dépôt délibéré par la Cogema des quantités d'uranium retrouvées dans le lac et les rivières en question. Les deux incriminations d'abandon de déchets et atteinte à la faune étant étroitement liées la Cogema ne saurait se voir imputer la quantité d'uranium retrouvée dans les poissons de ce lac.

Les deux associations ont demandé au Parquet de faire appel de cette décision au pénal, cette voie de recours n'étant pas ouverte aux parties civiles.

Japon

Arrêt de la Cour suprême du Japon confirmant la validité du permis de construire du réacteur de Monju (2005)

La Cour suprême du Japon s'est prononcée, le 30 mai 2005, sur le recours en appel interjeté suite à une action intentée par des résidents locaux visant la fermeture, pour des raisons de sûreté, du prototype japonais de réacteur nucléaire à neutrons rapides, Monju, situé à Tsuruga, dans la Préfecture de Fukui. Le réacteur de Monju a fourni pour la première fois de l'électricité au réseau en 1995, mais une fuite du liquide de refroidissement en décembre de la même année a conduit à la fermeture de cette unité de 280 MW. La Cour de district de Fukui a rejeté cette action en mars 2000 (voir *Bulletin de droit nucléaire* n° 65) et la Haute Cour de Nagoya a renversé le jugement de cette Cour en appel en janvier 2003 (voir *Bulletin de droit nucléaire* n° 71). La Haute Cour de Nagoya a remis en question la conception et les mesures de sûreté du réacteur qui, de son point de vue, n'étaient pas suffisantes pour empêcher les fuites de liquide de refroidissement de rentrer en contact avec les structures en béton du réacteur ainsi qu'à la conception des générateurs de vapeur.

La Cour suprême a renversé la décision de la Haute Cour de Nagoya et a confirmé la légitimité du permis de construire, ainsi que des analyses de sûreté de Monju. De nombreuses investigations ont été entreprises après la fuite de 1995, afin d'en déterminer la cause et, en décembre 2002, les autorités réglementaires ont approuvé un plan visant à apporter des modifications au réacteur afin de neutraliser la fuite. Ces modifications prendront environ deux ans et seront suivies d'une année de tests pour confirmer l'intégrité et la possibilité d'exploitation de cette centrale avant qu'elle ne redémarre.

Les points principaux de cet arrêt sont les suivants :

- le permis de construire de Monju ne peut être considéré illégal et non valable étant donné que les examens et les évaluations de sûreté entrepris par la Commission de la sûreté nucléaire et le Comité pour l'examen de la sûreté des réacteurs ont établi qu'il ne comportait aucun défaut évident ;
- la conception de base du réacteur et ses mesures de sûreté sont valables et l'octroi d'un permis est justifié.